
Le mouvement islamique entre religion et Etat

Rusen Cakir

La chute de l'Empire ottoman a pris de court les réformateurs musulmans. Les penseurs islamistes apparus à Constantinople à la fin du XIX^{ème} siècle avaient tenté de sortir l'Etat de la crise générale dans laquelle il était enfoncé afin de le rendre de nouveau compétitif avec l'Occident. Leurs débats gravitaient alors autour des concepts fondamentaux de "Constitution, Assemblée Nationale, absolutisme, monarchie constitutionnelle, obéissance, opposition, partis politiques et Califat." "L'importation" d'Occident des concepts fondateurs de la nouvelle République correspondait parfaitement aux attentes des islamistes de la monarchie constitutionnelle ottomane. Cependant, cette nouvelle ère les voit également poussés en dehors du système.

La liquidation de la monarchie puis du califat (1923) produit un traumatisme, mais le véritable coup sera porté par les réformes kémalistes: changement de l'alphabet, fermeture des couvents et des confréries, loi sur l'unité de l'enseignement, etc.

Mustapha Kemal Atatürk (1888-1938) et les dirigeants républicains s'orientent vers le nationalisme comme ciment idéologique du nouveau régime turc, dans le but de créer un nouvel Etat-nation. Pour atteindre leur objectif et y faire adhérer les couches populaires, ils instaurent une politique de répression à l'encontre des contestations "séparatistes" (nationalisme kurde) et des idéologies "universalistes" (islamisme ou communisme).

Malgré cette politique répressive de l'Etat, les confréries, après les coups reçus durant les premières années de la République, se taisent et traversent cette période sans trop souffrir. La disparition des mollahs, souvent violemment anti-soufis, à la suite de la fermeture des *medersas* en est la raison essentielle. Parmi toutes les confréries installées de longue date dans le pays, seuls les Mevlevi — ordre des derviches-

Automne 1997

tourneurs (devenus attraction touristique) — seront protégés. Les autres confréries, Kadiris, Naksibendis, Halvetis, poursuivront leur existence dans la clandestinité et, en n'excluant pas de leur recrutement les jeunes issus des établissements scolaires laïcs, connaîtront un développement parallèle à la modernisation du pays.

Un mouvement appelé “Süleymançilik” (Süleymanisme) fondé par Süleyman Hilmi Tunahan (1888-1959) s'écartera de la stratégie habituelle de discrétion des confréries. Tunahan pensait que les principes du Coran étaient en voie d'oubli et que l'Etat, loin de déployer des efforts pour y remédier, poursuivait une politique en sens inverse. Sur cette base il bâtit tous ses travaux pour l'enseignement du Coran aux enfants et aux jeunes. Obtenant les fonds nécessaires de riches musulmans, il formera clandestinement un très grand nombre d'étudiants.

Le mouvement “Nurculuk” (Lumiérisme), bien plus important et puissant que le Süleymanisme, n'avait aucun lien direct avec le soufisme. Son fondateur, Bediüzzaman Saïd Nursî (1873-1960), voulait “sauver la foi islamique”. Ses adeptes voyaient les musulmans s'éloigner progressivement de l'Islam; le moteur de ce danger “athéiste” était selon lui la science et la technologie de l'Occident. Dans une œuvre intitulée “Risale-i Nur” (Traité de la Lumière), il tente de répondre aux questions théologiques complexes en donnant des exemples rationnels faisant appel aux sourates du Coran et aux *hadiths* du Prophète; il fera par ailleurs une interprétation sommaire du Coran à partir de calculs sur les valeurs numériques des lettres de certaines sourates. Saïd Nursi et ses élèves n'ont pas pu éviter les pressions du régime, et se feront arrêter et déporter.

Un processus de réconciliation de l'Etat et de la religion

Après la seconde guerre mondiale prend fin l'ère du monopartisme et toutes les organisations islamistes importantes s'opposent à l'ancien parti unique (CHP; parti Républicain du Peuple) et apportent leur appui massif au nouveau parti d'opposition, le Parti Démocrate. Déjà, une politique d'islamisation progressive avait commencé sous la présidence d'Ismet İnönü, successeur d'Atatürk à la présidence de la République de 1938 à 1950. Cette politique se renforcera durant la décennie au pouvoir du Parti Démocrate (1950-1960). C'est durant cette période que le critère de “bon croyant” est devenu recherché pour un homme politique.

La guerre froide a, en outre, accéléré le processus de réconciliation de l'Etat et de la religion. Devant la menace communiste intérieure et extérieure, l'Etat commence à vouloir manipuler les couches croyantes de la population. Voyant désormais le danger d'athéisme provenir non plus de l'Etat mais du communisme, les militants religieux s'organisent quant à eux autour des “Associations de lutte anticommuniste”. Sous l'influence de l'idéologie fasciste et sur fond d'anticommunisme, les

militants religieux prennent l'habitude de rechercher à tout propos la preuve d'un "complot sioniste et maçonnique".

La première rupture sérieuse dans leur soutien inconditionnel aux partis de masse conservateurs sera la création du parti de l'Ordre National (MNP) en janvier 1970 par des militants islamistes dirigés par Necmettin Erbakan. A la suite de l'interdiction de ce parti par la Cour Constitutionnelle le 20 mai 1971, celui-ci se réfugie en Suisse. Un nouveau parti islamiste est créé, le parti du Salut National (MSP), où ne figure, dans un premier temps, aucun membre fondateur de l'ex-MNP. Néanmoins, ayant obtenu des garanties du régime, M. Erbakan et ses amis prendront, peu de temps après, leur place dans cette nouvelle formation.

Aux premières élections législatives auxquelles il participe (le 14 octobre 1973), le MSP obtient 48 sièges avec 11,8 % des voix, et entre dans un gouvernement de coalition avec le CHP de Bülent Ecevit. Après l'échec de celui-ci, il participera à d'autres gouvernements de coalition de droite, dirigés par Süleyman Demirel, appelés gouvernements du "front nationaliste". Le MSP représente surtout l'alliance de Naksibendis appelés "communauté d'Iskender Pacha" et d'une partie des dirigeants "Nurcu" (lumiéristes), soutenus par la majorité des islamistes radicaux.

En parallèle, le mouvement Milli Görüs (Point de vue National), dont Erbakan est le leader, plutôt que de constituer sa propre ligne politique en dehors de la droite et de la gauche, préfère intégrer selon sa convenance les principes des deux camps idéologiques. Empruntant à la droite le nationalisme et à la gauche le populisme ainsi que l'étatisme, les partisans de Milli Görüs mettent en avant un discours politique teinté de religiosité (priorité à l'ordre moral et au spiritualisme!). Par ce biais, le mouvement islamiste attire et réintègre les exclus du système, transformant en revendications socio-économiques les réactions des croyants qui s'opposent à un pouvoir discriminateur. Les enfants appartenant aux milieux religieux traditionnels sont envoyés dans les lycées religieux Imam-Hatip ou dans les instituts supérieurs islamiques. A la fin des années 70, par l'intermédiaire des publications islamistes égyptiennes ou pakistanaises, ils découvriront la pensée islamique radicale-révolutionnaire.

La première organisation clandestine se réclamant d'un islam radical sera la branche turque d'Hisb-ül Tahrir, mouvement islamiste jordanien. Malgré toutes ses précautions, celui-ci sera rapidement démantelé par la police et cette défaite contraindra les islamistes radicaux à une longue période d'attente. En 1979, comme partout ailleurs, la révolution iranienne ouvre en Turquie de nouvelles perspectives pour le mouvement et la pensée islamistes. Des centaines de jeunes visitent l'Iran, et les œuvres des ayatollahs, Khomeiny en tête, sont traduites en turc. Plus particulièrement les ouvrages d'Ali Shariati, mort mystérieusement à Londres peu après la Révolution, joueront un très grand rôle.

Ce processus de "révolutionnarisation" éloigne en particulier les jeunes de la droite classique. Les communautés religieuses traditionnelles

et le MSP, face à cette nouvelle dynamique, s'orientent à droite tout en adoptant un discours de gauche contrôlé.

Le coup d'Etat du 12 septembre 1980 coupe net cette phase d'organisation. Mise à part une tentative de détournement d'avion à Diyarbakir, les islamistes gardent plutôt un profil bas et le silence. Alors que les mouvements d'extrême-gauche et d'extrême-droite subissent la répression, les islamistes traversent cette période sans grands dégâts et entament les années 80 avec un avantage certain. Durant cette décennie, la Turquie connaît une recrudescence systématique de l'islamisme. Certains l'expliqueront par la politique d'islamisation menée par le régime militaire lui-même envers de nombreuses institutions de la société. La junte arrête les dirigeants du MSP, mais n'hésite pas en même temps à promouvoir les recrues de ce parti dans l'administration (police et éducation nationale en particulier). L'enseignement religieux devient une obligation constitutionnelle. Les militaires se livrent à des marchandages avec les milieux religieux afin d'obtenir leur accord pour le référendum sur la Constitution.

Cependant le phénomène du retour à la religion des années 80 n'est pas lié uniquement à la politique d'islamisation officielle - les individus se trouveraient alors réduits au rôle de simples objets manipulés, et non sujets de mouvements sociaux. Comme partout ailleurs dans le monde, les idéologies marxistes ou nationalistes entrent à cette époque dans une profonde crise. La Turquie n'échappe pas à cette règle et la religion répond alors au désir de la population de retrouver une identité individuelle et sociale.

La vie religieuse devient plus voyante et se généralise. Les activités des milieux, groupes, écoles et communautés islamiques, aussi. Le nombre de maisons d'édition et de publications augmente, et la presse islamique connaît une explosion aussi bien quantitative que qualitative. L'islamisme devient le courant politique le plus important, en particulier dans la jeunesse universitaire. Le vide créé par la désertion "sociale" de l'Etat est comblé par les fondations et les sociétés islamiques qui commencent à mettre en place de nouveaux systèmes de solidarité.

Tout cet activisme ne crée pas pour autant un rejet du système. En effet le mouvement islamiste est dépourvu de structure centralisée et ne va pas au-delà de l'addition d'une série de communautés, écoles, milieux, etc. A l'intérieur de chaque groupe, les particularismes, le culte de la personnalité et l'intolérance envers la critique, loin de disparaître, augmentent. Une autre raison réside dans le fait que l'islamisme radical, bien qu'influencé au départ par les communautés traditionnelles et qui semble un moment avoir monopolisé l'opposition au système, commence à s'enfoncer vers la fin des années 80 dans une profonde crise et se marginalise progressivement. Les radicaux islamiques se référant à l'Iran ne parviennent pas à s'adapter aux conditions de la Turquie et perdent rapidement la face devant les manœuvres diplomatiques du régime iranien; ils finissent par être épuisés politiquement. Une série de groupuscules seront réduits à des cellules terroristes opérant des attentats à la solde de certains pays.

Le parti Refah

C'est sans doute le simple fait que la majorité des croyants n'a jamais eu l'intention de s'opposer au régime en place qui a empêché les islamistes turcs de s'orienter vers une telle politique. Les traditionalistes qui jusque là tenaient un discours de radicalisation progressive, adoptent dans les années 90 une attitude plus modérée. La jeunesse islamiste radicale n'a plus le choix qu'entre demeurer intellectuelle au sens individuel du terme ou adhérer aux familles politiques qu'elle tenait pour des "collaborateurs" du système et dont le parti Refah (parti du bien-être), successeur du MSP, est le chef de file.

Sur le terrain de nouvelles concurrences s'exercent, certes. Fethullah Gülen, héritier du Nurculuk, investit en priorité les médias et l'enseignement privé, y compris à l'étranger. Il rivalise avec le Refah en apportant son soutien aux formations politiques classiques et même le social-démocrate Bülent Ecevit lui rendra une visite intéressée en 1996. En réaction, le Refah crée ses propres écoles privées grâce à l'aide financière des fondations et des sociétés qu'il contrôle, et inaugure même une chaîne de télévision (Canal 7). C'est surtout à la suite de ses victoires aux élections municipales de mars 1994 qu'il trouve les moyens adéquats pour combler ses lacunes dans les domaines sociaux, culturels et économiques. Cette période voit également le parti islamiste s'organiser et se rassembler: grâce au contrôle exercé sur certains secteurs, il cesse d'être un mouvement morcelé et dispersé. Sa légitimité grandit sur le terrain politique, social et culturel. Les religieux rejetés hors du système politique dans les premières années de la République ont fini par réintégrer le régime. Milli Görüs (lié au Refah) atteint pour la première fois des couches de la population hors de sa base religieuse habituelle, en grande partie grâce aux nouvelles méthodes de travail adoptées par l'aile réformiste du parti.

Avec les élections municipales de mars 94 et les législatives de décembre 95, le Refah devient un véritable "grand" parti qui accueille à la fois des populations économiquement déshéritées et des couches plus aisées espérant prendre leur part de profit, en installant au coeur du système leur force socio-économique. Le Refah semble se renforcer de cette "alliance" entre deux classes traditionnellement opposées.

Néanmoins, bien qu'évitant soigneusement de proposer des solutions concrètes aux problèmes sociaux, son insistance à imposer la conception populiste du "système juste" lui attirera la colère des "entrepreneurs croyants du marché libre" (Musiad), le patronat islamiste. De même, tout en se disant ouvert au nationalisme turc et kurde, le Refah refuse d'endosser des candidatures de députés du sud-est revendiquant l'identité kurde, décision qui lui cause une grande perte de voix lors des élections de 1995.

Une autre source de tension interne tient à l'inégalité des rapports hommes-femmes. Le Refah doit en grande partie sa récente ascension à l'activité exceptionnelle des "commissions de femmes". Mais les instances dirigeantes du parti font le choix clair de la domination masculine, et ont désigné exclusivement des candidats hommes lors des législatives de 95, ne gardant aucune femme sur les listes.

Au bout du compte, il serait erroné de croire que le courant islamiste vise à renverser le système "institutionnel". Les islamistes ont un vrai problème avec l'application de la laïcité, mais ce n'est pas pour autant un point commun avec d'autres milieux critiques envers le laïcisme d'Etat version turque. Par exemple pour le Refah, l'existence d'une Direction des affaires religieuses au sein de l'Etat n'est pas en elle-même anti-laïque mais c'est le fait qu'elle n'autorise pas aux pèlerins de La Mecque d'autres moyens de transport que l'avion!

Enfin, dans le domaine des atteintes aux droits de l'homme, on sait qu'il préfère garder le silence, sauf lorsqu'il est concerné.

(Traduit du turc par Mesur Turkan)

Rusan Cakir est journaliste indépendant à Istanbul.